



RESOLUTION GENERALE SNETAA FO CONSEIL NATIONAL DE TREGASTEL AVRIL 2023

Le SNETAA-FO réuni en conseil national à Trégastel (22) du 4 au 6 avril 2023, s'inscrit pleinement dans les mandats de sa fédération, la FNEC-FP-FO, et de sa confédération pour faire barrage à toutes les régressions sociales que ce gouvernement continue de nous infliger par tous les moyens.

Le SNETAA-FO remercie tous ses adhérents, ses militants et tous les PLP qui ont porté leur suffrage sur notre fédération lors des élections professionnelles de décembre 2022 ce qui a permis une progression en voix et en pourcentage par rapport à l'élection de 2018. Fort de cette confiance exprimée dans les urnes, le SNETAA-FO ne cédera aucun pouce de terrain sur son secteur de syndicalisation, ne fera aucune concession dans la défense de ses revendications et de ses mandats, au service de ses adhérents et plus généralement des personnels de LP, SEP, EREA et SEGPA. Cela nous oblige à continuer à porter en totale indépendance la seule voix des adhérents telle qu'elle s'est exprimée sur le terrain.

Dans un contexte social éruptif en France depuis quelques années, le SNETAA-FO n'a eu de cesse de porter toutes les colères qui se sont exprimées au regard de la crise qui touche tous les personnels des LP, SEP, EREA, SEGPA. Crise économique et sociale qui a fait suite à la crise sanitaire, mais aussi crise de confiance envers une institution qui, au fil des réformes, toujours à contre-courant des intérêts de la voie professionnelle, remet en cause le sens de notre métier de PLP.

Le SNETAA-FO reste déterminé et actif dans tous les établissements de l'Hexagone et des territoires ultra-marins pour faire vivre ses mandats renouvelés depuis le dernier congrès de mai 2022, pour faire entendre la voix des personnels des LP, SEP, EREA et SEGPA, pour lutter contre celles et ceux qui programmeraient la mort de l'enseignement professionnel initial, public et laïque sous statut scolaire.

RETRAIT DE LA RÉFORME DES RETRAITES

Le SNETAA-FO mène la lutte avec tous les salariés de notre pays, contre la réforme des retraites. Pour le SNETAA-FO, cette réforme est inégalitaire, violente et injuste. Le gouvernement n'a qu'un seul but annoncé : l'équilibre financier dont la nécessité n'est pas prouvée. Cette réforme se fait au détriment du droit à vivre une retraite « en bonne santé ».

Le SNETAA-FO dénonce la brutalité de ce gouvernement et son mépris du dialogue social. Malgré une opposition unanime des organisations syndicales, malgré les millions de Français qui ont dit NON par la grève et la manifestation depuis le début de l'année, malgré une opinion publique qui refuse très largement cette réforme (70 % des Français et 94 % des actifs), malgré un déficit de majorité de la représentation nationale, le gouvernement nous impose une réforme qui ne fait que des perdants.

Deux ans de plus, des pensions amoindries avec un système de décote qui contraint la majorité à travailler jusqu'à 67 ans, l'accélération du calendrier de passage aux 43 années de cotisations pour une pension à taux plein, c'est, finalement, demander toujours plus aux salariés de ce pays en les paupérisant. Pour le SNETAA-FO, c'est une nouvelle attaque contre notre modèle social dont la retraite est l'un des piliers.

Le SNETAA-FO rappelle que la retraite est un droit acquis par les cotisations tout au long de la vie. Dans l'action avec sa confédération, le SNETAA-FO exige le retrait de la réforme des retraites Macron-Borne.

Le SNETAA-FO rappelle avec force son mandat historique : retour à la retraite à 60 ans avec 37,5 années de cotisations pour une pension à taux plein.

ABANDON DU PROJET DE « PACTE » SUR LA REVALORISATION SALARIALE

Le SNETAA-FO dénonce les pseudo-revalorisations proposées par le ministre de l'Éducation nationale, Pap Ndiaye. Où sont passés les 10 % d'augmentation sans contrepartie pour tous les enseignants annoncés par le Président dès le début de son deuxième quinquennat ?

Le SNETAA-FO n'acceptera ni « socle », ni « pacte », ni saupoudrage de l'augmentation de nos salaires. Le SNETAA-FO exige l'abandon du projet de « Pacte » sur la revalorisation salariale.

Le SNETAA-FO, avec sa fédération la FNEC-FP-FO, revendique une augmentation indiciaire pour tous les personnels, sans contrepartie, a minima à hauteur de l'inflation et le rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 2000.

En plus de ces augmentations, le SNETAA-FO exige l'intégration de tous les LP, SEP, EREA, SEGPA dans l'éducation prioritaire, ce qui permettrait à tous les PLP de bénéficier de l'indemnité qui s'y rattache (aujourd'hui 120 euros mensuels). En effet, le lycée professionnel accueille 80 % des lycéens en situation de handicap et une majorité des publics défavorisés. Cette reconnaissance permettrait de prendre enfin en compte une des spécificités de notre métier.

MAINTIEN DES POSTES ET DES CONCOURS DE RECRUTEMENT DES PLP

Le SNETAA-FO exige plus que jamais l'abrogation de la loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » qui a montré depuis 4 ans tous les méfaits qu'elle provoquait sur l'enseignement professionnel initial, public et laïque sous statut scolaire. En effet, elle a pour fondement le développement massif de l'apprentissage à tous les niveaux de qualification à grand renfort de financement public (un financement public intégral de l'apprenti pour les entreprises, et pour finir plus de 12 milliards de budget public). Il s'agit d'une tentative de mise à mort pure et simple, à moyen terme, de la voie professionnelle sous statut scolaire.

Aujourd'hui la ministre déléguée chargée de l'Enseignement et de la Formation professionnels, qui en a été rapporteure, applique cette loi pour répondre à la commande du Président de la République d'atteindre le million d'apprentis au cours du quinquennat. Pour cela, son projet de réforme est planifié pour débaucher au moins 200 000 jeunes qui se destinaient à l'enseignement professionnel afin d'abonder des structures mises en place par le ministère du Travail tels que les E2C « écoles de la 2ème chance », les écoles de production ou les EPIDE. (établissement pour l'insertion dans l'emploi).

Pour le SNETAA-FO, ce sont plusieurs milliers de postes de PLP, fonctionnaires d'État, qui sont menacés.

Le SNETAA-FO reste fermement opposé à toute remise en cause du statut des PLP qui cadre nos missions d'enseignements disciplinaires. Le SNETAA-FO refuse que les PLP deviennent des formateurs avec 1607 heures et 5 semaines de congés payés.

Par ailleurs, le SNETAA-FO continue à dénoncer la réforme qui a mis en place la masterisation et les concours à bac+5, ce qui ne fait qu'appauvrir la formation et précariser les futurs recrutés. Le SNETAA-FO s'est toujours prononcé contre cette réforme.

Encore plus grave, dans la droite ligne du « Pacte » que le ministre Ndiaye propose aux personnels, le dernier avis rendu par le CSP (Conseil supérieur des programmes) sur la formation et le recrutement des enseignants remet en cause le recrutement statutaire par concours. Pour le SNETAA-FO, le ministère serait plus inspiré de chercher les moyens pour rendre plus attractif le métier d'enseignant. Ce serait une première étape qui permettrait de stopper la baisse des inscriptions aux concours.

Le SNETAA-FO s'inscrira dans toutes les batailles qui permettront de maintenir les concours de recrutement et même de les rendre plus attractifs. Pour aller dans ce sens, le SNETAA-FO porte toujours la revendication d'un recrutement au niveau licence quand elle existe, avec un temps de formation spécifique aux PLP et une partie de la formation par un pair en établissement. Il revendique également un plan de titularisation pour les milliers de contractuels.

Enfin, la crise des recrutements ne pourra être endiguée que lorsque les salaires retrouveront le niveau qui était le leur dans les années 80, soit à minima 2 fois le SMIC dès le 1^{er} échelon. Pour le SNETAA-FO, la revalorisation salariale ne doit pas concerner que les premiers échelons, l'urgence exige une augmentation des salaires de tous les PLP. En 40 ans, la profession a subi un déclassé social avec une perte moyenne de 0,8 % de pouvoir d'achat par an, le SNETAA-FO exige une augmentation de 30 % du point d'indice et son indexation annuelle sur l'inflation.

RETRAIT DU PROJET DE RÉFORME DE LA VOIE PROFESSIONNELLE

Le SNETAA-FO réaffirme sa totale opposition au projet de réforme de la voie professionnelle initiée par le Président Emmanuel Macron et portée par la ministre déléguée chargée de l'Enseignement et de la Formation professionnels, Carole Grandjean.

Le SNETAA-FO a pris ses responsabilités en refusant de participer aux groupes de travail « bidon » mis en place par la ministre en octobre, tout comme il a refusé de commenter les propositions issues de ces groupes de travail fin janvier. Le SNETAA-FO a dit NON à ces fausses concertations dont les attendus sont écrits d'avance. Tout cela ne répond en rien à l'attente des PLP et ne présage rien de bon pour les élèves.

Pour le SNETAA-FO, ce projet de réforme est inacceptable et s'inscrit dans la droite ligne de la loi Pénicaud que nous combattons depuis 2018 :

- développement de l'apprentissage infra-bac et le prépa-apprentissage pour les « enfants des autres » ;
- adaptation de la carte des formations au service des seuls besoins des entreprises et du marché local de l'emploi à court terme, ce qui sous-tend la fermeture de formations prétendues non-insérantes, en oubliant la très faible mobilité des élèves ;
- démantèlement des lycées professionnels, avec un plan massif de fermetures de LP, de formations, de classes et de postes à la rentrée à Paris et dans le Grand-Est qui préfigure de futures annonces dans d'autres régions ;
- développement de la mixité des publics et des parcours, présidence du CA des lycées professionnels aux chefs d'entreprise ;
- attaque sans précédent du statut particulier des PLP notamment par le truchement de l'augmentation de 50 % des PFMP.

C'est ainsi que des milliers de jeunes, souvent les plus fragiles, seraient soustraits à l'école, à l'instruction et à l'émancipation, pour être envoyés sur le marché du travail, et suppléer aux carences de main d'œuvre, notamment dans les secteurs d'activités en tension.

Le SNETAA-FO n'acceptera jamais que l'enseignement professionnel initial, public et laïque sous statut scolaire, et que les jeunes, souvent les plus défavorisés, soient sacrifiés par l'annonce du plein emploi, objectif de la fin du quinquennat.

Le SNETAA-FO continuera à mener campagne pour informer les PLP car le projet de réforme de la voie professionnelle n'est toujours pas abandonné. Le Président de la République s'est encore engagé très récemment à voir aboutir cette réforme. Le recul annoncé par certains n'est qu'un leurre. La ministre a même annoncé des expérimentations dès la rentrée 2023.

Les mobilisations très importantes des PLP les 18 octobre et 17 novembre, puis la manifestation nationale du SNETAA-FO à Paris du 19 novembre ont montré au ministère toute la détermination des PLP et du SNETAA-FO à obtenir le retrait de ce projet de réforme mortifère pour l'avenir de la voie professionnelle sous statut scolaire.

Le SNETAA-FO appelle tous les PLP et plus généralement à l'ensemble des personnels des LP, SEP, EREA et SEGPA à poursuivre la mobilisation pour organiser la résistance jusqu'à son retrait. Il leur demande de multiplier les HMIS (heure mensuelle d'information syndicale) pour préparer une riposte d'ampleur : c'est de notre emploi et de notre statut dont il s'agit.

C'est la première étape de la reconquête des PLP pour un meilleur avenir pour la voie professionnelle initiale, publique et laïque sous statut scolaire.

Ensuite, conformément aux revendications initiales établies depuis plusieurs mois, le SNETAA-FO exige que soit mise en place une véritable concertation de tous les acteurs du secteur pour établir un diagnostic factuel, sincère et partagé sur la situation de l'enseignement professionnel qui pourrait être une première étape d'une nécessaire réforme de la voie professionnelle dans laquelle le SNETAA-FO serait porteur d'une autre vision de l'avenir de notre métier et des jeunes que la nation nous confie.

Notre combat, c'est de valoriser la voie professionnelle sous statut scolaire, et de la rendre plus attractive.

Parce que c'est ainsi que nous pourrions créer un engouement chez les jeunes pour nos filières de formation et c'est donc ainsi que nous pourrions sauver des postes de PLP. En effet, l'axiome de réalité est brutal : pas d'élèves, pas de profs.

Conformément aux mandats renouvelés lors de son dernier congrès national, le SNETAA-FO revendique haut et fort :

- le maintien et la promotion de l'enseignement professionnel au sein de l'école de la République ;
- l'ouverture de nouveaux diplômes nationaux sur les métiers d'avenir, reconnus dans les conventions collectives ;
- la création dans tous les LP de parcours du niveau 3 (CAP) au niveau 6 (par la création d'un nouveau diplôme professionnel) pour répondre aux aspirations de la jeunesse d'aujourd'hui ;
- la défense du statut national des PLP comprenant notamment le suivi des PFMP.

POUR UNE INCLUSION SCOLAIRE ADAPTÉE ET NON DISCRIMINANTE

Le SNETAA-FO s'inquiète de la dérive d'une orientation post-3^e qui fait de l'enseignement professionnel un réceptacle de toutes les difficultés scolaires et sociales du collège. L'IPS moyen (indice de position sociale) des élèves accueillis dans l'enseignement professionnel est très en deçà de la moyenne nationale pour une même classe d'âge et s'apparente à celui retenu pour les critères REP+ en éducation prioritaire.

Le SNETAA-FO exige la pérennité des structures spécialisées existantes que sont les SEGPA, les EREA et les dispositifs ULIS-PRO. Le SNETAA-FO demande le développement de ces structures par des implantations tenant compte des besoins réels et le renforcement des moyens qui leur sont alloués. En particulier, le SNETAA-FO condamne fermement toute diminution de moyens attribués aux ateliers de découverte professionnelle, confiés aux PLP en SEGPA. Ces dérives impactent

fortement les capacités d'adaptation de ces élèves qui poursuivent leur cursus majoritairement en classe de CAP.

Le SNETAA-FO dénonce cette politique destructrice, en totale contradiction avec les discours ministériels sur la nécessité d'augmenter la pratique professionnelle pour des jeunes qui ne se sont pas adaptés à la formation du collège dit « ordinaire ».

Par ailleurs, l'accompagnement indispensable des élèves d'UPE2A (unité pédagogique pour élèves allophones arrivants) reste d'un volume très insuffisant. Le SNETAA-FO réclame l'allocation des moyens nécessaires pour poursuivre cet accompagnement à la sortie du dispositif, en particulier en lettres mais également pour des actions culturelles périphériques.

D'autre part, le SNETAA-FO a alerté à de nombreuses reprises le ministère sur la situation des élèves en situation de handicap dans les lycées. Ces élèves sont très majoritairement orientés vers les lycées professionnels, SEP et EREA : nos classes de CAP et de bac pro accueillent quatre à cinq fois plus d'élèves en situation de handicap que celles de LGT. Cette disproportion se constate, d'ailleurs, dès le collège avec les sur-orientations en SEGPA, d'élèves d'ULIS (unité localisée pour l'inclusion scolaire), en attente de place en ITEP ou en IME.

Le SNETAA-FO dénonce cette politique d'orientation, bien éloignée des concepts énoncés d'une école inclusive. Il rappelle que les élèves, qu'ils obtiennent ou non une reconnaissance de la Maison départementale pour les personnes handicapées (MDPH), ne doivent en aucun cas subir une orientation, en lycée professionnel en particulier, fondée prioritairement ou exclusivement sur le simple fait de leur handicap. C'est une dérive inacceptable, le SNETAA-FO considère que laisser perdurer cette situation correspond a minima à un manque flagrant de considération pour ces élèves, mais également pour les autres élèves accueillis, ainsi que pour les enseignants qui ont en charge leur formation.

Le SNETAA-FO dénonce l'inclusion systématique, le cumul des difficultés imposé aux enseignants, l'absence des moyens d'accompagnement nécessaires et le manque de formation spécifique à la hauteur des difficultés et des besoins.

Le SNETAA-FO réclame que chaque PLP puisse obtenir rapidement, lorsqu'il est volontaire et en fait la demande, la formation CAPPEI (certificat d'aptitude professionnelle aux pratiques de l'éducation inclusive) sur son temps de travail. Le SNETAA-FO réclame une politique volontariste qui réponde à la demande et permette de créer un maillage cohérent de PLP professeur(e)s ressources solidement formés dans chaque structure de l'enseignement professionnel LP, SEP au-delà de ce qui doit exister en SEGPA, en EREA et en ULIS.

Le SNETAA-FO revendique la nécessaire dotation horaire fléchée pour une ULIS-PRO dans chaque établissement qui accueille des élèves bénéficiant d'une notification d'affectation en ULIS-PRO attribuée par la MDPH. Le SNETAA-FO condamne les sureffectifs imposés aux dispositifs ULIS et exige le respect d'un maximum de dix élèves affectés par dispositif.

Enfin, le SNETAA-FO et sa fédération, revendiquent un statut pour les AESH qui prévoit et encadre notamment l'accompagnement des élèves durant les périodes en entreprise ainsi qu'une formation de qualité véritablement adaptée aux missions qui peuvent leur être confiées. Le SNETAA-FO réclame le recrutement massif d'AESH spécifiques à l'enseignement professionnel dont les missions pourraient être modulées afin d'être mieux adaptées à l'accompagnement des élèves durant les PFMP.

Depuis un peu moins d'un an et la tenue de notre dernier congrès national, le SNETAA-FO, avec et aux côtés de tous les PLP, combat le projet de réforme de la voie professionnelle porté par la ministre déléguée chargée de l'Enseignement et de la Formation professionnels.

Le SNETAA-FO n'a entendu que provocations, mensonges et mépris, bien loin des exigences d'une voie professionnelle dans laquelle les jeunes pourraient s'épanouir et préparer leur avenir et dans laquelle les PLP retrouveraient le sens de leur métier.

Le SNETAA-FO s'est donc mobilisé sur ces valeurs historiques de défense de la voie professionnelle initiale, publique et laïque sous statut scolaire :

- contre la remise en cause du corps et du statut spécifique des PLP, fonctionnaires d'État ;
- pour la défense du LP comme lieu de savoirs fondamentaux et de la construction du citoyen dans une école laïque ;
- pour la garantie du caractère national des diplômes ;
- pour le maintien de toutes les formations, de tous les postes, de toutes les classes et de toutes les structures publiques d'enseignement professionnel sous statut scolaire ;
- pour la création en LP de nouveaux diplômes nationaux ;
- contre l'apprentissage avant une première qualification.

Le SNETAA-FO exige le retrait total du projet de réforme Grandjean pour empêcher la mise à mort pure et simple à moyen terme de la voie professionnelle sous statut scolaire au profit de formations professionnalisantes, sous l'égide du ministère du Travail.

Et aujourd'hui, le SNETAA-FO appelle à poursuivre et à amplifier le combat pour notre survie et pour assurer un avenir aux jeunes.

Le SNETAA-FO est opposé au SNU dans le cadre de l'Éducation nationale, sur le temps et le budget de l'école.

C'est collectivement, avec un syndicat spécifique, puissant, actif, laïque, aux valeurs d'indépendance politique que nous pourrions assurer un meilleur avenir aux personnels de l'enseignement professionnel.

Le SNETAA-FO continuera coûte que coûte à défendre nos emplois, notre statut de PLP fonctionnaire d'État, l'avenir des jeunes et de l'enseignement professionnel au sein de l'École de la République.

Le SNETAA-FO portera ses revendications au congrès de notre fédération, la FNEC-FP-FO, à Angers.

Le SNETAA-FO rappelle que faire reculer le gouvernement sur sa réforme des retraites qu'il a qualifiée de « mère de toutes les réformes », c'est donner un point d'appui pour faire reculer l'ensemble des contre-réformes, dont la réforme des LP.

Le SNETAA-FO exige immédiatement :

- le retrait de la réforme des retraites ;
- l'abandon du projet Grandjean-Macron ;
- la revalorisation de nos carrières et l'augmentation des salaires et des pensions ainsi que leur indexation sur l'inflation.

Le SNETAA-FO appelle les personnels à se saisir de la mobilisation en cours. Nous devons nous battre et résister, c'est maintenant ou jamais !